



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS LA HAYE

CONVENTION RELATIVE À LA SIGNIFICATION ET LA NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE (La Haye, le 15 novembre 1965)

Notification conformément à l'article 31 de la Convention

ADHÉSION

Géorgie, 31-05-2021

Conformément à l'article 28, deuxième paragraphe, la Convention n'entrera en vigueur pour la Géorgie, qu'à défaut d'opposition de la part d'un État ayant ratifié la Convention avant ce dépôt de l'instrument d'adhésion, notifiée au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle ce Ministère lui aura notifié cette adhésion.

La période de six mois susvisée finira le 18 décembre 2021.

À défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour la Géorgie le 1^{er} janvier 2022, conformément à son article 28, troisième paragraphe.

AUTORITÉS, RÉSERVES ET DÉCLARATIONS

Géorgie, 31-05-2021

(Traduction) (Texte original en géorgien)

« Les réserves suivantes seront prises en considération lors de l'adhésion à la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale :

1. La Géorgie déclare qu'un juge est habilité à statuer conformément aux conditions énoncées à l'article 15 de la Convention.
2. La Géorgie déclare que la demande tendant au relevé de la forclusion visée à l'article 16 est irrecevable si elle est formée après un délai de cinq ans à compter du prononcé de la décision.
3. Le ministère de la Justice est désigné comme autorité centrale conformément à l'article 2, alinéa 1, de la Convention.
4. La Géorgie déclare que les actes devant être signifiés ou notifiés sur le territoire géorgien doivent être rédigés en langue géorgienne ou accompagnés d'une traduction dans cette langue dûment certifiée conformément aux dispositions légales de l'État requérant.
5. Aux fins de l'article 7 de la Convention, les formulaires seront préparés en langue anglaise.
6. La Géorgie déclare s'opposer à la signification et à la notification d'actes sur son territoire par des agents diplomatiques ou consulaires d'un autre État, sauf si l'acte doit être signifié ou notifié à un ressortissant de l'État d'origine.
7. La Géorgie déclare que les actes devant être signifiés ou notifiés conformément à l'article 9 de la Convention sont transmis au Ministère géorgien de la Justice aux fins de signification ou de notification.
8. La Géorgie s'oppose à la signification et à la notification d'actes par les voies prévues à l'article 10, points (b) et (c), de la Convention.
9. Pour les besoins :
 - a) de l'article 2 de la Convention, la Géorgie désigne le ministère de la Justice comme Autorité centrale ;

- b) de l'article 6 de la Convention, la Géorgie désigne les tribunaux de première instance comme autorités compétentes pour établir l'attestation ;
- c) de l'article 9 de la Convention, la Géorgie désigne le ministère de la Justice comme autorité compétente pour recevoir les actes transmis par voie consulaire.

La déclaration suivante sera prise en considération lors de l'adhésion à la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale :

En vertu de l'article 2, points (a) et (b), de la loi géorgienne sur les Territoires occupés, les territoires occupés de la Géorgie sont :

(a) les territoires de la République autonome d'Abkhazie ;

(b) la région de Tskhinvali (territoires de l'ancienne région autonome d'Ossétie du Sud).

La souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie au sein de ses frontières internationalement reconnues ont été confirmées en 2008 par la résolution n° 1633 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, par laquelle l'Assemblée condamne la reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de la région de Tskhinvali/de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et la considère comme une violation du droit international et des principes du Conseil de l'Europe. L'Assemblée réaffirme l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Géorgie, et appelle la Fédération de Russie à revenir sur sa décision de reconnaître l'indépendance de la région de Tskhinvali/de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, et à respecter pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie ainsi que l'inviolabilité de ses frontières.

De plus, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu, par la résolution n° 11785, le droit des personnes déplacées à retourner dans les territoires occupés de la Géorgie, quelle que soit leur appartenance ethnique.

À cet égard, la Géorgie déclare que les obligations découlant de la présente Convention seront appliquées et mises en œuvre dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali/d'Ossétie du Sud dès que les circonstances le permettront et que la Géorgie aura repris le contrôle effectif de ces territoires.

Les actes et demandes effectués ou délivrés par les autorités illégales de la Fédération de Russie ou par ses représentants déployés (opérant) dans les territoires occupés de la Géorgie, ou par les autorités illégitimes de la République autonome d'Abkhazie ou de la région de Tskhinvali/d'Ossétie du Sud, actuellement sous contrôle effectif de la Fédération de Russie, sont considérés comme nuls et nonavenus et n'ont aucune conséquence juridique, qu'ils soient présentés directement ou indirectement par l'entremise des autorités de la Fédération de Russie.

Les dispositions de la Convention relatives à la possibilité de relation ou de communication directe ne s'appliqueront pas aux organes illégaux d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/d'Ossétie du Sud tant que celles-ci seront sous contrôle effectif de la Fédération de Russie. Les procédures de communication pertinentes seront définies par l'Autorité centrale de la Géorgie à Tbilissi. »

La Haye, le 18 juin 2021

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XIV Signification et notification No. 05/2021



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

**CONVENTION ON THE SERVICE ABROAD OF JUDICIAL AND EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS
IN CIVIL OR COMMERCIAL MATTERS
(The Hague, 15 November 1965)**

Notification pursuant to Article 31 of the Convention

ACCESSION

Georgia, 31-05-2021

In accordance with Article 28, second paragraph, the Convention will only enter into force for Georgia in the absence of any objection from a State, which has ratified the Convention before the deposit of the instrument of accession, notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands within a period of six months after the date on which the said Ministry had notified it of such accession.

This six-month period will in this case end on 18 December 2021.

In the absence of any objection, the Convention will, in accordance with its Article 28, third paragraph, enter into force for Georgia on 1 January 2022.

AUTHORITIES, RESERVATIONS AND DECLARATIONS

Georgia, 31-05-2021

(Translation) (Original: Georgian)

"The following Reservations shall be taken into consideration upon accession to the Hague Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, dated 15 November 1965:

1. Georgia declares that a judge is authorized to deliver judgment in accordance with the conditions stated in Article 15 of the Convention.
2. Georgia declares that the application for relief set out in Article 16 of the Convention shall not be upheld if it is filed after the expiration of a period of five years following the date on which the judgment was given.
3. The Ministry of Justice shall be designated as the Central Authority, pursuant to the first Paragraph of Article 2 of the Convention.
4. Georgia declares that the documents to be served on the territory of Georgia shall be written in the Georgian language or accompanied by a translation into the Georgian language duly certified according to the law of the requesting State.
5. For the purposes of Article 7 of the Convention, the documents shall be prepared in the English language.
6. Georgia declares that it shall object to direct service of judicial documents upon persons within its territory through foreign diplomatic or consular agents, unless the documents are to be served upon a national of the State from which the documents originate.
7. Georgia declares that the documents to be served in accordance with Article 9 of the Convention are forwarded to the Ministry of Justice of Georgia for the purposes of service to the parties.
8. Georgia objects to the service of documents by the means defined under Sub-paragraphs (b) and (c) of Article 10 of the Convention.
9. For the purposes of:

- a) Article 2 of the Convention the Ministry of Justice of Georgia shall be designated as the Central Authority;
- b) Article 6 of the Convention the Courts of First Instance of Georgia are the authorities competent to complete the certificate;
- c) Article 9 of the Convention the Ministry of Justice of Georgia shall be designated as the authority competent to receive documents forwarded by consular channels.

The following Declaration shall be taken into consideration upon accession to the Hague Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, dated 15 November 1965:

In accordance with Sub-paragraphs (a) and (b) of Article 2 of the Law of Georgia on the Occupied Territories, the occupied territories of Georgia are:

(a) the territories of the Autonomous Republic of Abkhazia;

(b) the Tskhinvali region (the territories of the former Autonomous Region of South Ossetia).

By Resolution No 1633 of 2008, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe confirmed the sovereignty and the territorial integrity of Georgia within its internationally recognized borders. In accordance with this Resolution, the Assembly condemns the recognition by the Russian Federation of the independence of the Tskhinvali Region/South Ossetia, Georgia and Abkhazia, Georgia as a violation of international law and the statutory principles of the Council of Europe. The Parliamentary Assembly of the Council of Europe reaffirms the territorial integrity and sovereignty of Georgia and calls upon the Russian Federation to withdraw its recognition of the independence of the Tskhinvali Region/South Ossetia, Georgia and Abkhazia, Georgia and to respect fully the sovereignty and territorial integrity of Georgia, as well as the inviolability of its frontiers.

Furthermore, the United Nations (General Assembly Resolution 11785) General Assembly also recognized the right of return of the internally displaced persons, regardless of their ethnicity, to the occupied territories of Georgia.

In this regard, Georgia states that the obligations under the present Convention shall be applied and implemented with respect to the Georgian regions of Abkhazia and the Tskhinvali Region/South Ossetia when the circumstances permit and Georgia restores effective control over those territories.

Documents or requests made or issued by the illegal authorities of the Russian Federation, or officials of these illegal authorities, deployed (operating) in the occupied territories of Georgia, or by the illegitimate authorities of the Autonomous Republic of Abkhazia, Georgia and of the Tskhinvali Region/South Ossetia, Georgia, which are currently under the effective control of the Russian Federation, are null and void and have no legal effect regardless of whether they are presented directly or indirectly through the authorities of the Russian Federation.

The provisions of the Convention on the possibility of direct communication or relation shall not apply to the illegal organs of Abkhazia (Georgia) and the Tskhinvali Region/South Ossetia (Georgia), remaining under the effective control of the Russian Federation. The relevant communication procedures shall be determined by the Central Authority of Georgia in Tbilisi."

The Hague, 18 June 2021

The Depository Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XIV Service abroad No. 05/2021